



ICSF

26 ans au service
de la pêche artisanale

N° 41 | Novembre 2012 | ISSN 0973-1164

Yemaya

BULLETIN DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRE DANS LA PÊCHE

Éditorial

Lors de la 11^{ème} réunion de la Conférence des Parties (COP11) à la Convention sur la diversité biologique qui se tenait en octobre 2012 à Hyderabad, Inde, le Caucus des femmes a attiré l'attention sur un certain nombre de points importants, en particulier la nécessité de reconnaître et d'incorporer les savoirs traditionnels des femmes, de renforcer leurs capacités, d'inclure la dimension de genre dans tous les aspects de la planification et de la mise en œuvre concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

La Convention sur la diversité biologique (CDB), qui trouve son origine dans le Sommet historique de Rio en 1992, a été établie en vue de lutter contre le déclin alarmant de la biodiversité à travers la planète. Ce traité juridiquement contraignant cherche donc à promouvoir la conservation, l'utilisation durable et le partage équitable des avantages découlant de la biodiversité, conformément aux objectifs généraux du développement durable.

Et pourtant, au cours des vingt dernières années, on n'a fait que constater une régression préoccupante de cette biodiversité. Et on reproche aux leaders mondiaux de n'avoir pas tenu les engagements pris en 2002 pour réduire la perte de biodiversité à l'horizon 2010. Lors de la COP10 de Nagoya, Japon, en 2010, ces leaders mondiaux se sont mis d'accord sur les Objectifs d'Aichi, le nouveau plan stratégique pour la période 2010-2020. Y figure en bonne place la nécessité d'inverser la tendance dans l'environnement côtier et marin. On sait bien que les communautés de petits pêcheurs sont particulièrement touchées par cette perte de biodiversité provoquée par la commercialisation non réglementée du littoral, par une pollution chimique persistante, par le changement climatique, par l'acidification de la mer, par la surpêche des flottes industrielles et bien d'autres menaces encore. Tout cela sape les fondements même de la vie et des moyens de subsistance de ces populations. Les modèles néolibéraux de croissance économique suivis maintenant par de plus en plus de pays sont parvenus à accélérer sérieusement la destruction des ressources naturelles.

Pour les femmes, la perte des ressources, des terres, des occupations dont elles dépendaient traditionnellement augmente considérablement les heures passées aux tâches domestiques ou dans des emplois salariés, tandis qu'en même temps se réduisent les droits sociaux et économiques. À cela s'ajoutent les effets de politiques de gestion des pêches qui, dans un contexte de pratiques patriarcales, aggravent encore les handicaps qui pénalisent les femmes en matière de droits et d'accès à la ressource ou font apparaître de nouveaux problèmes dans leur vie.

Confrontées à une vulnérabilité croissante, les femmes des communautés de petits pêcheurs continuent cependant à être le principal garant de la sécurité alimentaire de leur famille. Et la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dépendent largement de la biodiversité. Il se trouve que ces femmes des communautés de pêche et côtières, du fait du travail qu'elles accomplissent d'une génération à l'autre, possèdent des connaissances traditionnelles précieuses, un savoir-faire technique essentiel pour assurer une gestion durable des ressources naturelles, à la fois au profit des gens d'aujourd'hui et des générations futures. Il est donc tout à fait regrettable que les politiques en matière de biodiversité continuent à être élaborées sans qu'il soit tenu compte du vaste stock d'informations dont disposent ces femmes en matière de biodiversité marine et côtière, ni évidemment de leurs conditions de vie et de travail quotidiennes.

La reconnaissance du rôle des femmes et des critères d'égalité inscrite dans le préambule de la CDB ne doit pas rester purement rhétorique ; elle doit se concrétiser dans tous les aspects de la planification et des prises de décision concernant l'application de cette convention. Si nous ne prenons pas à bord la problématique de genre, les objectifs de la CDB continueront de nous échapper. ❏



Sénégal	2
Quoi de neuf sur le web ?	3
Profil	4
Sri Lanka	6
Dates	7
Philippines	8
Inde	10
Q & R	11
Mama Yemaya	11
Yemaya Recommande	12

Payer pour *yip*

Malgré des obstacles systémiques, les transformatrices et vendeuses de poisson restent le principal soutien financier de leur famille

Madeleine Hall-Arber
(arber@mit.edu), PhD,
Massachusetts Institute
of Technology, Sea
Grant College Program,
États-Unis

Les femmes des communautés de pêche du Sénégal tiennent une place centrale dans la transformation et la commercialisation des produits de la pêche débarqués par le secteur artisanal de ce pays. Depuis de nombreuses décennies, leur rôle est essentiel dans la filière pêche. Et le plus souvent leurs revenus sont consacrés aux besoins des enfants et servent aussi à soutenir l'activité du mari. Pourtant, et cela jusqu'à une date récente, l'apport des femmes à leur famille, à leur communauté et à la filière pêche en général n'était pas reconnu. En conséquence, elles ont été sous-représentées dans la gestion des pêches et dans les discussions relatives aux moyens d'amélioration de la durabilité de ce secteur d'activités.

Lorsque j'étais étudiante en anthropologie, j'ai passé presque toute l'année 1981 à Guet N'dar (quartier des pêcheurs de Saint-Louis) à enquêter sur le rôle des Sénégalaises dans le monde de la pêche. Mon sujet portait sur l'importance primordiale des modestes revenus générés par ces femmes. Trente ans plus tard, un heureux hasard a voulu que je sois incluse comme consultante dans un projet Université de Rhodes Island-USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) qui avait pour titre COMFISH (Gestion concertée pour une pêche durable au Sénégal). J'étais chargée d'étudier le rôle des femmes dans les

communautés et organisations de pêche, d'évaluer les façons d'améliorer leur participation aux processus décisionnels, d'accroître leurs avantages. Par la suite, j'ai présenté mes conclusions lors d'un atelier national consacré à la problématique de genre, et apporté des idées destinées à l'élaboration de stratégies pour COMFISH et d'autres projets visant à renforcer l'autonomie des femmes de la pêche.

Comme dans d'autres parties de l'Afrique de l'Ouest, les femmes de pêcheurs au Sénégal ont assuré traditionnellement la commercialisation et la transformation des bonnes choses prélevées dans la mer par le mari et les enfants. À la suite de plusieurs décennies d'exploitation par des navires de pêche lointains étrangers (parfois autorisés par le gouvernement en échange de devises, parfois pas) et d'une expansion de la flotte artisanale dans le même temps, la disponibilité des espèces a changé. Selon le mode classique de l'offre et de la demande, à mesure que les espèces les plus prisées se raréfiaient, elles devenaient plus chères. Les mareyeuses et transformatrices sont alors passées du *thiof* (mérrou) et du *capitaine* à la *sardinelle*, plus petite, moins chère et plus abondante. Dans le même temps, la modernité créant des besoins nouveaux, les familles avaient besoin de plus d'argent, ce qui a poussé davantage de femmes à se lancer dans la transformation et la vente du poisson. Cela a généré encore plus de concurrence dans ces activités pourtant déjà précaires sur le plan financier.

Pendant plusieurs décennies, des ONG ont consacré des ressources extérieures au Sénégal. Il y a eu malheureusement trop de projets compliqués et coûteux, inappropriés, mal inspirés. Un certain nombre de projets ont quand même réussi, ce qui laisse penser que des initiatives bien conçues et concertées peuvent avoir des retombées fort importantes dans les communautés de pêche de ce pays.

Les visites effectuées dans douze communautés de pêche en deux semaines ont donné l'occasion d'étudier la situation des femmes de Dakar, de la Petite Côte et du Sine Saloum qui vendent et transforment le poisson. Dans chaque ville ou village, l'agent de la Direction des pêches a organisé une réunion avec les responsables des groupements de femmes. L'assistance variait de 10 à 40 personnes représentant les organisations imbriquées des transformatrices, mareyeuses et détaillantes. Cette rapide évaluation concentrée sur deux semaines n'a traité que superficiellement

BRIAN O'RIORDAN / ICSF



Les femmes transformatrices sont généralement mieux organisées que les vendeuses, qu'elles soient *banabana* (commerçantes ambulantes) ou petites détaillantes

du rôle de ces femmes, mais les discussions lors de l'atelier consacré à la problématique de genre en mars ont confirmé bon nombre de mes observations. Dans le présent article, je traite de la signification des gains des femmes pour leur famille et leur affaire, et je montre comment les contraintes financières affectent les possibilités de développement, y compris celles qui sont envisagées dans des projets réalisés sous les auspices d'organismes internationaux de développement.

Le Sénégal est une société majoritairement musulmane, polygame, avec des croyances religieuses qui encouragent la famille nombreuse. Les femmes sont généralement responsables des aspects suivants : la nourriture familiale, les questions de santé, d'éducation et d'habillement ordinaire, sans oublier évidemment les dépenses concernant leur activité professionnelle. Dans certaines communautés, les femmes prennent aussi en charge certains biens de consommation : réfrigérateur, téléviseur, lit, téléphone...

Les hommes paient en principe pour le logement, l'électricité, les habits de fête des enfants, le mouton pour des célébrations religieuses et d'autres nourritures, et les frais liés à l'activité de pêche. Mais les femmes ont souvent fait remarquer que leurs maris n'ont pas beaucoup d'argent et qu'elles doivent donc « les aider ». Cela a été confirmé à l'atelier de mars 2012 quand des participantes ont dit qu'elles payaient en fait pour *yip* (tout). Cela a également été confirmé à Saint-Louis où des femmes de Goxambaye ont déclaré que beaucoup de concessions étaient payées par les femmes.

Le fait qu'elles doivent dans la pratique s'occuper de leurs enfants avec à peu près aucune

aide du mari pèse sur la capacité à épargner et à réinvestir dans leur affaire. L'une de mes interlocutrices m'a dit que, même lorsque les revenus du mari augmentent, cela ne profite pas nécessairement à la femme pour la gestion du ménage. Les participantes convenaient que les hommes ont tendance à économiser leurs sous dans le but de prendre une autre épouse. Il faut par ailleurs noter qu'il y a une baisse de la disponibilité du poisson, et une sérieuse augmentation des prix à certaines périodes, ce qui affecte durement diverses communautés. Durant ces périodes, le manque de crédit se fait très durement ressentir car il existe rarement d'autres possibilités de travail. Les femmes doivent alors utiliser leurs maigres économies pour subvenir aux besoins de la famille.

Les organisations de femmes que j'ai rencontrées étaient des groupements imbriqués : des structures fédératrices avec des responsables reconnues au niveau du pays ou de la localité, au sein desquelles il y a des groupes plus petits, souvent composés de personnes du voisinage qui partagent une même activité, une expertise sur certains produits, et qui choisissent leurs propres responsables. Ce montage hiérarchique influence le groupe en ce sens que les points de vue des leaders des plus grandes organisations ont souvent plus de poids que les autres.

Les leaders des organisations sont habituellement choisies de manière démocratique, sans tenir compte particulièrement de leur niveau d'instruction classique. Il arrive que de nouveaux groupes de jeunes femmes se constituent et que celles-ci fassent appel à une femme plus âgée et respectée pour être leur leader. Ceci dit, certaines femmes ont fait remarquer qu'une connaissance du français et du Coran est indispensable « pour pouvoir s'exprimer avec assurance ». Les leaders

Le fait qu'elles doivent dans la pratique s'occuper de leurs enfants avec à peu près aucune aide du mari pèse sur leur capacité à épargner et à réinvestir dans leur affaire.

Quoi de neuf sur le web ?



Gestion communautaire des ressources marines et côtières (<http://community.icsf.net/>)

Au fil de tant d'années d'interaction avec les ressources marines, les communautés de pêche traditionnelles ont appris à les gérer de manière durable, et ainsi à survivre d'une génération à l'autre. On peut citer de multiples exemples à travers le monde qui illustrent les capacités de ces populations à gérer leurs ressources, à résoudre les différends qui pouvaient surgir à ce sujet, à partager les avantages, en faisant appel pour cela à la médiation de structures traditionnelles ou coutumières. Les communautés de petits pêcheurs se sont dotées de mécanismes appropriés pour faire en sorte que les

ressources, les moyens d'existence et les revenus générés par leurs pêcheries collectives soient répartis le plus largement possible au sein de la population.


Ce site de l'ICSF propose des informations bibliographiques relatives à diverses parties du monde et puisées à diverses sources : revues professionnelles, études de cas, comptes-rendus, autres publications concernant la gestion communautaire des ressources marines et côtières et la cogestion. Il donne aussi des informations sur les cadres juridiques qui régissent ces aspects, des données tirées des publications de l'ICSF... ❏

doivent être de bonnes communicatrices pour pouvoir discuter avec les personnalités officielles. Elles doivent également être capables de diffuser l'information au sein de la communauté et du groupe.

Les femmes qui travaillent comme transformatrices sont plutôt mieux organisées que les vendeuses, que celles-ci soient *banabana* (commerçantes ambulantes) ou petites détaillantes. Traditionnellement, les transformatrices disposaient d'un endroit appelé communément *Les Sècheries* où elles coupaient, fermentaient, salaient, séchaient le poisson. Les femmes travaillaient de façon indépendante mais pouvaient s'entre-aider pour, par exemple, retourner le poisson en train de sécher. Certaines partageaient aussi

leur savoir-faire, transmettant leurs techniques traditionnelles à de nouvelles venues (jeunes parentes ou personnes arrivées d'autres régions du pays). Cette coopération limitée aura peut-être favorisé leur capacité à agir en groupe. Et comme leur production peut se conserver quelque temps, elles ne sont pas aussi dépendantes d'une vente immédiate ni aussi vulnérables que les vendeuses de poisson frais ; il leur est donc plus facile de coopérer avec d'autres. Et comme les acheteurs se fournissent généralement auprès de plusieurs transformatrices à la fois, la concurrence entre transformatrices reste moins vive que la concurrence entre vendeuses.

Pendant des décennies, les petites détaillantes obtenaient des recettes dérisoires. Par le passé,



Rajashree Bahnji, présidente de la Marol Bazaar Koli Mahila Mase Vikreta Sanstha (MBKMMVS), c'est-à-dire l'Association des poissonnières Koli du Marol Bazaar, est née dans une famille nombreuse du quartier de Versova à Mumbai, État du Maharashtra, Inde. « Il y a vingt ans, la pêche était une activité profitable ; mais parce qu'on avait besoin de bras, j'ai dû quitter l'école après la quatrième année de Primaire pour aider ma famille ». Convaincue de ses possibilités, l'institutrice était venue voir

Et pendant la saison des pluies c'était bien pire ». Un jour de pluie cependant, il s'est produit une chose qui modifiera le cours de sa vie. « J'étais au marché avec mon poisson et la pluie tombait sans arrêt ; et voilà que, sous mes yeux, elle emporte le poisson, notre seule richesse obtenue avec beaucoup de peine. Je me suis mise à pleurer ; j'ai levé les yeux et autour de moi toutes les femmes étaient dans la même situation ».

Rajashree décide alors qu'il est temps de faire quelque chose. Elle en parle aux groupements de femmes du secteur, et commence une longue correspondance avec les autorités municipales. Bientôt elle se rend compte que le plus grand obstacle au changement vient de certaines personnes de sa propre communauté. « Avec l'appui d'un journaliste local, M. Patil, nous avons déclaré notre organisation (la MBKMMVS) qui a petit à petit forcé la municipalité à agir ».

Une réglementation a été élaborée pour arbitrer les choses entre les activités de vente des femmes et les grossistes. Un espace a été prévu à l'intérieur où les femmes peuvent s'asseoir même si, selon Rajashree, elles préfèrent vendre leur marchandise à l'extérieur, au soleil. Les ivrognes qui avaient l'habitude de se rassembler au marché ont été repoussés. La ville a ouvert des toilettes qui sont entretenues par la MBKMMVS pour un tarif minime. La lumière est fournie par un commerçant local pour un montant de 10 000 roupies (180 dollars) par mois. La demande d'un espace pour une cantine est toujours à l'étude dans les bureaux.

La vie de Rajashree a été pleine de difficultés, mais sous sa direction les poissonnières de Versova sont devenues une force avec laquelle il faudra compter. ❧

PROFIL

Rajashree Bahnji

Sous sa conduite, les vendeuses de poisson de Versova ont acquis un certain poids

Shuddhawati S Peke
(shuddhawati@gmail.com), chercheuse, ICSF

les parents pour qu'ils la laissent continuer ses études, mais la décision avait été prise.

« On se levait à 3 h du matin, raconte Rajashree. Une camionnette de location nous amenait au Bhandi Bazaar où nous vendions le poisson jusqu'à 13 h ; puis retour à la maison pour déjeuner, puis retour sur les lieux pour le marché du soir. Rajashree a été mariée entre 16 et 17 ans. Son mari était aussi dans la pêche. Il y avait beaucoup de monde dans sa famille, et ils partageaient la même habitation. Cela n'avait pas été facile d'apprendre à vivre parmi tant de gens. « Gérer une maisonnée c'est comme gérer un pays », commente Rajashree.

Avec sa belle-sœur, elle vendait la production du bateau familial au Marol Bazaar de Mumbai. « L'endroit était très sale : des débris partout et aucun endroit pour s'asseoir pour les femmes.

elles ont été ciblées par des initiatives visant à éliminer les intermédiaires ; car on pensait que les pêcheurs pourraient ainsi obtenir de meilleurs revenus. Mais la vulnérabilité financière de ces femmes restreignait leur capacité à s'organiser en groupements.

Certaines des organisations financières autochtones se sont développées à partir de groupes d'épargne constitués par des voisines, des collègues, préfigurant donc les institutions bien connues actuelles du micro-crédit. Les publications relatives aux *tontines* (*naat* en wolof) décrivent comment ces sociétés de crédit mutuel collectent chaque jour, semaine ou mois de petites sommes d'argent auprès de leurs adhérentes et font périodiquement bénéficier l'une des membres du groupe d'un prêt. Le remboursement se fait dans une durée déterminée. Autrefois, il s'agissait d'économiser en vue de certaines célébrations. Maintenant, à part quelques exceptions, cet argent sert à l'activité commerciale des femmes. Parfois, à la structure rotative de base de l'épargne s'ajoute une somme supplémentaire qui tient lieu d'intérêt. Si ces groupements d'épargne sont omniprésents, parmi les difficultés plus fréquemment évoquées par les formatrices et les vendeuses, il y a le besoin de sommes plus importantes tant pour l'usage individuel que pour leurs organisations. Dans beaucoup de villes et de villages, il y a des organismes financiers plus classiques : banques internationales, banques mutualistes... Mais souvent celles-ci ne répondent pas aux besoins des populations de pêcheurs en raison de leurs taux d'intérêt élevés, d'une paperasse compliquée et des longs délais d'attente. Beaucoup de femmes ont signalé que cela pouvait prendre des mois avant d'obtenir l'argent, même avec une ligne de crédit déjà autorisée. Dans certaines communautés, il existe des mutuelles qui font crédit en temps voulu.

Les petites vendeuses et formatrices se plaignent du manque de financement qui bride leur capacité d'achat de poisson frais. Pour la formatrice, cela signifie que le poisson le plus frais ne sera pas pour elle, qu'elle devra travailler avec du poisson moins frais, ce qui pourra entraîner une détérioration plus importante provoquée par les insectes, et des pertes de marchandise et de revenus.

Pour la petite détaillante, le manque de fonds signifie qu'elle ne peut se procurer le poisson le plus prisé par le marché domestique ou celui qui s'exporte. Et avec l'arrivée d'hommes venus, par exemple, du Burkina Faso et du Togo, et qui seraient subventionnés par leur pays, et donc capables de payer des prix plus élevés, ces commerçantes connaissent de plus en plus de difficultés à tous les niveaux. Les hommes du Sénégal obtiennent aussi plus facilement du crédit, ce qui leur permet de supplanter les femmes.

Certaines femmes connaissent une réussite financière, mais le droit coutumier régissant les successions empêche les femmes d'hériter directement et ne leur accorde qu'une portion de ce à quoi le mari peut prétendre. Pour expliquer cette différence de traitement à l'origine, on affirme qu'un mari pourrait s'emparer du patrimoine échu à la femme et l'empêcher d'en profiter librement, tandis qu'un frère protégera toujours sa sœur et répondra à ses besoins. Par ailleurs, étant donné que les femmes ne bénéficient pas des mêmes allègements fiscaux que les hommes même lorsqu'elles sont les seules pourvoyeuses de revenus, la réglementation fiscale fera que la femme paiera plus d'impôts que l'homme pour un revenu semblable à moins que l'homme n'abandonne son statut de chef de ménage.

Ce manque de financement au niveau individuel affecte également les organisations. Il arrive parfois que des groupements de femmes s'associent à des ONG pour ouvrir une école ou un centre de transformation. On peut ainsi citer la construction d'écoles primaires, la construction et la gestion d'un atelier de production de sirops et jus de fruits. Dans ces cas, les organisations féminines ont pu disposer de solides responsables capables d'encourager les adhérentes à contribuer aux fonds requis par l'ONG, à surveiller la construction, à veiller à ce que les paiements soient bien effectués pour les matériaux et la main-d'œuvre. Pour ce qui est du centre de transformation, il faudra aussi des ateliers de formation pour que le produit soit propre et sain. Il est arrivé aussi que les organisations féminines ne soient pas impliquées dans la planification, le financement et la mise en œuvre d'un projet de développement, ce qui a remis en cause le succès du projet. Les femmes apprécient évidemment l'aide fournie par des ONG, mais elles font remarquer que les résultats sont généralement bien plus satisfaisants lorsqu'elles sont consultées et appelées à participer à la conception du projet, à son exécution, par exemple pour l'embauche de la main-d'œuvre.

Les femmes que j'ai rencontrées sont très désireuses d'apprendre. Elles sont bien présentes aux ateliers consacrés à l'alphabétisation, la comptabilité, la manipulation des produits de la mer, la vente... Elles ont signalé d'autres aspects à traiter : diversification de la production, recyclage des déchets... Il serait bon de s'engager sur le long terme à leur apporter ces compétences, à les aider à les conserver. Cela pourrait se faire via des services de vulgarisation inspirés, par exemple, du programme Sea Grant (États-Unis). Cela renforcerait assurément les capacités d'agir des femmes dans les communautés de pêche. ❖

Les femmes apprécient évidemment toute aide, mais elles font remarquer que les résultats sont généralement bien plus satisfaisants lorsqu'elles sont consultées et appelées à participer à la conception du projet, à son exécution.

Tsunami, guerre et reprise difficile

Compte-rendu de visite aux communautés de pêche du district de Batticaloa qui tentent de redémarrer après ces épreuves

Cornelie Quist

(cornelie.quist@gmail.com), Membre de l'ICSF (Remerciements à J. Ranjithkumar du Comité des pêches du district et à Nalini Ratnarajah, consultante sur les questions de genre et militante des droits de la femme, pour avoir facilité la rencontre et assuré l'interprétation)

Le district de Batticaloa, situé sur la côte est du Sri Lanka, a été touché par une guerre civile à caractère ethnique et par le tsunami de décembre 2004 dans l'océan Indien. C'est maintenant l'une des régions les plus pauvres du pays, avec comme principales activités la pêche et l'agriculture. J'ai visité ce secteur en juin 2012 et rencontré des dirigeantes membres de communautés locales qui m'ont fait part de leur situation et de leurs espoirs.

Les districts de Batticaloa et d'Amparai ont le plus souffert du tsunami de 2004. Beaucoup de gens, notamment des femmes et des enfants, ont perdu la vie. En tout, 9 517 familles de pêcheurs ont perdu leurs biens, leurs moyens de subsistance pendant de longs mois. Après le tsunami, lorsque ONG et pouvoirs publics rééquipaient les familles de pêcheurs, un certain nombre d'irrégularités ont été constatées dans la répartition. Il en est résulté que ces familles ont été freinées dans leurs efforts de coopération et de collaboration au lieu d'être confortées sur la voie de la durabilité et du développement. Et de nombreuses familles ont été réinstallées loin de leur village d'origine et de leurs lieux de travail, ce qui apportait d'énormes changements dans leur mode de vie.

Trois ans après le tsunami, un conflit armé a fait rage dans l'est du pays, et a été particulièrement intense dans le secteur de Batticaloa. Une nouvelle fois, la population locale était déstabilisée. À cause de l'interdiction de la pêche en mer et des restrictions imposées dans plusieurs lieux de pêche en matière d'engins de capture, à cause de la destruction des infrastructures, les familles de pêcheurs perdaient à nouveau pratiquement tous les moyens de subvenir à leurs besoins.

Il y a eu un retour à la normale à partir de 2009, mais de nouvelles formes de conflits sont apparues avec l'extension de la pêche illicite dans les zones traditionnellement exploitées par les communautés locales. Dans le cadre du Ministère des pêches et de l'aquaculture, un nouveau système de sociétés de pêche a été établi au niveau des districts. Il a remplacé la FCS (Fédération des sociétés coopératives de pêche) qui faisait remonter les préoccupations des pêcheurs et cherchait des solutions avec les autorités du district et de la région. Mais ce nouveau système n'est pas actif ni efficace pour résoudre les problèmes des pêcheurs locaux car il est contrôlé par le ministère dans une démarche autoritaire. Dans ce contexte, une bonne partie des ressources halieutiques sont détruites ou captées par des opérateurs riches et puissants. Sont arrivés là de gros pêcheurs (avec bateaux *multi-days*) et des négociants appartenant à l'ethnie majoritaire, venus d'autres parties du pays. Ils ont établi leur emprise sur la ressource le long des 70 milles de côtes du district, en privant des pêcheurs locaux de leurs moyens de subsistance. De gros investisseurs extérieurs s'emparent d'espaces sur le littoral, dans la mangrove pour y établir des activités touristiques ou des élevages de crevettes, dont les familles de pêcheurs locaux ne tirent aucun avantage durable.

Selon une enquête de 2010 portant sur les revenus et dépenses des ménages, 20 % de la population du district de Batticaloa vit sous le seuil de pauvreté. La plupart des familles de pêcheurs ont emprunté de l'argent ou hypothéqué leurs biens, et sont maintenant piégées dans le cercle vicieux de l'exploitation. Ressentiments et haines communautaires se développent dans cette population qui appartient généralement à la minorité tamoule, qui se sent traitée comme une communauté perdue dans un conflit ethnique.

Les femmes que j'ai rencontrées m'ont fait part des épreuves subies à présent par les femmes de la pêche. Dans de nombreux ménages, l'homme (le soutien de famille) a

CORNELIE QUIST



Les femmes du district de Batticaloa, Sri Lanka, souhaiteraient participer activement à une gestion efficace du secteur de la pêche

disparu, et c'est la femme qui doit s'occuper de tout. En plus, la femme sans mari (veuve, abandonnée, mari disparu) a un statut social dévalorisé. La violence à l'égard des femmes, la maltraitance à l'encontre des enfants sont en augmentation. Et les femmes ne sont pas vraiment informées de leurs droits.

Pendant la guerre, beaucoup de filles des communautés de pêche ont été recrutées par les milices (Tigres de libération de l'Eelam tamoul). On m'a dit que, parmi les anciennes combattantes arrêtées par l'armée sri lankaise à la fin du conflit, environ 1 860 venaient de ces communautés. Il faut maintenant les « réintégrer », mais la plupart sont traumatisées, n'ont pas d'instruction, pas de compétences, et sont en mauvaise santé. Nombreuses sont celles qui souffrent d'infirmités. Et c'est essentiellement aux femmes unique soutien de la famille qu'il revient apparemment de s'occuper de ces anciennes combattantes blessées, de ces anciens enfants-soldats traumatisés.

De nombreuses familles de pêcheurs et autres professions ont été déplacées, dépossédées et abattues du fait de ce long conflit armé et du tsunami de 2004, mais les traditions de résidence matrilocale et l'entraide fournie par ces réseaux de parenté semblent avoir survécu (Batticolao est en effet une société

matrilinéaire). Ces réseaux féminins ont apparemment une valeur énorme pour la stabilité émotionnelle et la sécurité psychologique. Mais les femmes reçoivent très peu d'aide extérieure, très peu d'aide professionnelle. Elles n'ont pratiquement aucune possibilité de lancer une petite affaire ou de trouver un nouvel emploi pour disposer d'un revenu suffisant.

Les femmes du secteur de Batticolao étaient très présentes dans la pêche mais cela a changé, surtout après les bouleversements du tsunami et de la guerre. Les femmes qui participaient à notre réunion pensaient malgré tout qu'il pouvait y avoir pour elles de bonnes possibilités de gagner leur vie dans une activité liée à la pêche, mais qu'elles manquaient pour le moment de compétence et des ressources nécessaires. Un certain nombre d'ONG ciblent les femmes dans des projets de micro-crédit, ce qui finalement débouche souvent (selon ce qui m'a été confié par des femmes) sur un fardeau supplémentaire pour les participantes qui ne peuvent pas rembourser leur prêt. On m'a dit à plusieurs reprises que des maris avaient même quitté leur femme à cause de ce problème de remboursement. Les femmes exprimaient un grand besoin de formation : vente du poisson, transformation améliorée, gestion financière et commerciale.

De nombreuses familles du secteur de Batticolao ont été déplacées, abattues par ce long conflit armé et le tsunami de 2004, mais les traditions matrilocales d'entraide ont survécu et sont un facteur de stabilité émotionnelle.

La pêche et le droit à l'alimentation

Le rapport d'Olivier De Schutter, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, qui a été présenté lors de la 67ème session de l'Assemblée générale de l'ONU, est particulièrement significatif en ce sens que, dans le contexte de la sécurité alimentaire, c'est le premier rapport portant sur la pêche.

Il évalue la contribution du secteur de la pêche à la concrétisation du droit à une alimentation adéquate et ses problèmes actuels. Il analyse les façons d'aider les individus les plus vulnérables exposés aux impacts négatifs à bénéficier de la réalisation progressive du droit à l'alimentation. Il souligne qu'il est indispensable d'adopter une démarche fondée sur les droits humains pour parvenir à un développement durable de ce secteur. Il formule des recommandations qui pourraient guider les processus présents et futurs au niveau mondial et la mise en œuvre de politiques nationales de soutien à la concrétisation du droit à l'alimentation.

Il relève que les femmes constituent environ la moitié de la main-d'œuvre des pêches mondiales, et qu'on les trouve essentiellement dans des activités précédant ou suivant la capture. Il demande de prendre des mesures pour soutenir activement les moyens d'existence des petits pêcheurs et l'accès des populations qui vivent dans l'insécurité alimentaire à des protéines de poisson. Il avance notamment cinq mesures pour

parvenir à cette fin : créer des zones artisanales pour l'usage exclusif des petits pêcheurs en surveillant mieux les incursions des navires industriels, soutenir la formation de coopératives de pêcheurs artisans pour renforcer leur position dans la chaîne de production, instaurer des systèmes de cogestion pour veiller sur les ressources halieutiques au plan local, s'abstenir de mener des projets de développement à grande échelle pouvant porter atteinte aux moyens d'existence des petits pêcheurs, intégrer la pêche et les petits pêcheurs dans les stratégies nationales relatives au droit à l'alimentation.

Rappelant les engagements pris dans le Document des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), le rapport demande que soient prises des mesures pour soutenir le rôle des femmes dans le secteur de la pêche, en leur donnant par exemple accès au crédit et en mettant à leur disposition sur les sites de débarquement des installations appropriées. Dans ce texte, le Rapporteur spécial des Nations Unies accueille favorablement l'initiative en cours du Comité des pêches (COFI) de la FAO visant à élaborer des Directives internationales pour garantir des pêches artisanales durables.

Ce texte est disponible sur http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20121030_fish_fr.pdf

Dates

Ramya Rajagopalan
(icsf@icsf.net),
Consultante à l'ICSF

Les femmes étaient également très préoccupées par les répercussions destructrices de la pêche illicite et des conflits entre types d'engins de pêche : il faut faire quelque chose pour remédier à ces situations. Elles souhaiteraient une gestion efficace du secteur de la pêche avec une participation active des populations de pêcheurs.

Pour le moment, les femmes ne sont pas représentées dans les sociétés de pêche officielles. Les femmes chargées de responsabilités au sein des communautés de pêche (avec lesquelles j'ai

été en réunion) aimeraient beaucoup que ça change afin de pouvoir présenter à la Direction des pêches et à d'autres services concernés les intérêts et les préoccupations des femmes. Elles ont également fait savoir qu'elles souhaitaient ardemment entrer en contact avec des femmes d'autres communautés de petits pêcheurs ailleurs au Sri Lanka afin de sortir de leur isolement et de s'instruire de l'expérience des autres, et aussi pour favoriser la réconciliation ethnique et développer les liens de solidarité. ❏

ASIE

PHILIPPINES

Pour des lendemains meilleurs

Des études de cas concernant l'île de Siquijor montrent l'intérêt d'une participation des femmes à la gestion des AMP

Barbara Clabots
(barbara.m.clabots@gmail.com), étudiante de maîtrise en affaires marines, École des affaires marines et environnementales, Université de Washington à Seattle, États-Unis
(www.womenandfish.wordpress.com)

Les femmes des Philippines s'insurgent contre des pratiques de pêche destructrices, non durables. Sur la petite île de Siquijor, elles ont commencé à prendre une part importante dans la gestion de quelques aires marines protégées (AMP) communautaires. Soutenues par les services techniques de leur gouvernement local et l'ONG Coastal Conservation and Education Foundation, un certain nombre de femmes ont reçu pour mission de gérer des sanctuaires marins pour en faire profiter l'ensemble de la communauté.

Les AMP sont un outil mondial essentiel dans la protection du milieu marin, et l'on sait bien que la participation des diverses parties prenantes est un facteur indispensable à leur

réussite. Il existe certes actuellement plus d'un millier d'AMP aux Philippines, mais seulement 20-30 % d'entre elles sont convenablement gérées. Dans leur intention d'établir une gestion concertée des AMP, les ONG et les organismes publics ont par le passé ciblé surtout les pêcheurs, considérés comme les principaux acteurs.

Les pêcheurs sont parfois déjà membres d'une organisation professionnelle (OP) constituée et, lorsque commence le processus de création d'une AMP, on implique l'OP pour la cogérer avec l'administration locale. Traditionnellement, les femmes qui récoltent des coquillages et des oursins ne sont pas considérées comme des pêcheurs ; il en résulte que l'OP est entièrement ou presque dominée par les hommes. Les femmes étant donc systématiquement privées de la possibilité de participer à la gestion de l'AMP, il ne s'en trouve pratiquement pas dans les équipes en place. L'OP et l'administration locale consacrent sans doute du temps et des efforts à la gestion de l'AMP mais reçoivent aussi des gratifications financières générées par les redevances versées par les plongeurs.

Bon nombre d'études de cas mettent en évidence le rôle positif des femmes pour la gestion d'AMP, mais les AMP en eau ouverte n'apparaissent pas dans les publications disponibles. Le présent article explore le rôle et l'efficacité des femmes participant à la gestion d'une AMP de ce type aux Philippines.

Il existe à Siquijor deux cas où des femmes du lieu ont pris l'initiative de s'impliquer dans une AMP. Dans un endroit, à Maite, 28 femmes ont constitué et déclaré leur propre association. Encouragées par un retraité du coin, elles ont été les principales actrices de l'AMP. Elles ont collaboré avec la municipalité et l'OP (où beaucoup ont leur mari) afin d'établir une aire protégée dans la localité en 2009. Dans l'autre

BARBARA CLABOTS



Malgré les longues heures consacrées à des tâches domestiques non rémunérées, les femmes participent à tous les aspects de la gestion de l'AMP de Maite

endroit, à Bino-ongan, 11 femmes qui ne sont pas membres d'une association ou de l'OP locale ont bénévolement offert de leur temps pour aider la municipalité à établir et maintenir une AMP. Les femmes disaient que les pêcheurs du coin et l'OP n'étaient pas intéressés par la création et la gestion de cette aire protégée. Elles ont bien aidé la municipalité à réaliser les enquêtes écologiques de départ et à délimiter le périmètre de l'AMP à l'aide de bouées confectionnées avec des bouteilles en plastique.

À Maité, les femmes impliquées dans l'AMP ne sont généralement pas des pêcheuses-récolteuses, et leur âge va de 23 ans à 73 ans. Elles s'occupent essentiellement de leur foyer et ont aussi un petit commerce. Malgré les longues heures consacrées à des tâches domestiques non rémunérées, les femmes participent à tous les aspects de la gestion de l'AMP. Elles se relaient pour la surveiller jour et nuit, pour réprimander les contrevenants, nettoyer la plage, entretenir le poste de garde et les bouées et filins, cueillir des acanthasters, constater l'état du récif en plongeant avec masque et tuba. Par comparaison avec un site de recherche géré uniquement par des hommes, il semble que les femmes de Maite aient recueilli de meilleures données, respecté un budget plus serré et fait preuve de plus d'enthousiasme pour partager l'information avec les membres de la communauté.

Dans les deux sites, ces femmes ne sont pas pêcheuses mais il s'avère qu'elles sont très au courant de l'état des pêcheries locales. Elles ont dit que, parmi les raisons qui les ont incitées à s'impliquer dans l'AMP, il y avait notamment la mauvaise situation de la pêche et les incertitudes quant à l'avenir de leurs enfants dans cette activité. C'était aussi de leur devoir de citoyennes de protéger le récif corallien du lieu contre des méthodes de capture destructrices. L'une d'entre elles a dit : « C'est notre *barangay* (village) qui a lancé ce sanctuaire. Nous devons le protéger, préserver nos ressources, les coraux et le poisson parce qu'il y a tellement de pêche illicite dans notre secteur. Nous avons dû construire un poste de garde et un tableau de service pour nous défendre. Il faut protéger ce sanctuaire pour assurer l'avenir des enfants. Peut-être un jour aura-t-on beaucoup de poisson ».

Pour leur part, les quelques hommes participant à la gestion de l'AMP à Maité ont dit qu'ils étaient là dans l'espoir de gagner un peu d'argent, à la fois parce qu'il y aurait plus de poisson et peut-être aussi des projets gouvernementaux en plus (reboisement, culture d'algues...).

L'AMP de Maite est petite mais c'est un site de plongée qui intéresse les agences de voyage locales. Au cours des trois dernières années, les

redevances des plongeurs ont rapporté 6 000 dollars à la communauté. On répartit seulement 15 % de la recette entre les 50 membres de l'équipe de gestion, ce qui fait environ 6 dollars par personne dans l'année. Cette somme est bien trop petite pour être considérée comme la principale motivation. Mais aujourd'hui les prises augmentent et beaucoup attribuent cela à l'AMP ; et l'on voit que cela profite à l'ensemble de la communauté.

Le personnel de l'administration locale note que la participation des femmes à la gestion des ressources côtières présente d'autres avantages : une meilleure compréhension entre les membres de la communauté, une diminution notable des conflits. Dans les projets de renforcement des moyens d'existence, les femmes font apparemment preuve de davantage d'initiative, prennent soin des détails, déploient plus d'efforts, ce qui débouche sur de meilleurs résultats.

Plusieurs raisons militent en faveur d'une participation des femmes au processus de création et de gestion d'une aire protégée. Les petites AMP se situent souvent dans la zone intertidale (*estran*) ; et ce sont généralement les femmes qui y ramassent coques et oursins à marée basse. Ce sont les principales utilisatrices de la ressource, et donc une partie prenante essentielle. Elles connaissent particulièrement bien cet environnement (ce qui est très utile pour sa gestion) et leur cueillette constitue une importante source locale de nourriture. La production des hommes est le plus souvent destinée à la vente tandis que les invertébrés ramassés par les récolteuses garnissent souvent la table familiale.

Une fois l'AMP établie, les pêcheurs peuvent habituellement s'adapter aux restrictions qu'elle entraîne en éloignant leur bateau de la côte. Pour les récolteuses de coquillages, il n'y a pas beaucoup de terrain de rechange. Il est évident que ces récolteuses et ces pêcheuses sont les personnes les plus touchées par ces projets. Il faut donc tenir particulièrement compte de ces parties prenantes. Selon des spécialistes des AMP, le fait d'inclure les femmes dans la gestion des ressources naturelles « permet d'améliorer la collaboration, la solidarité et la résolution des conflits ». Les conflits portant sur l'utilisation des ressources naturelles sont communs aux Philippines, où les pêcheurs artisans se battent quotidiennement contre les gros bateaux, dans un contexte de déclin des stocks. Pour mieux assurer la préservation de l'environnement marin, pour autonomiser les femmes et promouvoir l'égalité hommes-femmes, il importe donc d'inclure systématiquement les femmes dans la gestion des AMP. ❏

Parmi les raisons qui ont incité les femmes à s'impliquer dans la gestion de l'AMP, il y avait notamment la mauvaise situation de la pêche et les incertitudes quant à l'avenir de leurs enfants dans cette activité.

Sur la voie de l'autonomie

Bénéficiant d'une formation et d'une aide appropriées, des femmes de la côte du Tamil Nadu se lancent dans la fabrication d'aliments pour l'aquaculture

B. Shanthi (drshanthi@ciba.res.in) et **K. Ambasankar**, scientifiques principaux à l'Institut central d'aquaculture en eau saumâtre, Chennai, Inde

L'aquaculture est à l'échelle mondiale l'un des systèmes de production alimentaire dont la croissance est la plus forte. Des femmes pourraient trouver là un emploi solide, particulièrement celles qui vivent sur la côte. Cette activité permet en effet d'entrevoir de nouvelles possibilités de diversification et des revenus intéressants.

En Inde, 30 % des femmes en zone rurale du littoral ont directement ou indirectement une occupation liée à la pêche artisanale. On estime qu'un tiers de cette population participe à une activité qui est du domaine de l'aquaculture : apport de fumure et d'aliments dans les bassins, récolte, transport et commercialisation, décorticage des crevettes dans les ateliers de transformation, travail dans une écloserie, élevage de crabes de vase, production d'aliments, et préparation, transformation et vente de denrées valorisées.

La production d'aliments est un élément essentiel de la filière aquacole. La qualité du poisson et du crabe d'ornement est en lien direct avec la qualité de l'alimentation utilisée au cours de la production. L'augmentation de la demande mondiale sur le crabe stimule actuellement sa production dans plusieurs pays

asiatiques, ce qui entraîne évidemment une augmentation de la demande pour des aliments de bonne qualité. Il y a donc des opportunités professionnelles dans la fabrication de ces aliments, qu'il serait bon d'incorporer dans les programmes d'autonomisation des femmes.

C'est dans cette perspective que l'Institut central d'aquaculture en eau saumâtre (CIBA) de Chennai, Inde, forme depuis 2004 des groupes féminins d'entraide (SHG) dans les régions côtières pour une production fermière de nourriture pour poissons destinée au marché intérieur. Des machines d'une capacité de 20 kg par heure, conçues sur place au CIBA, ont été fabriquées et installées dans les villages pilotes de Thonirevu, district de Tiruvallur, et New Perungulathur, district de Kancheepuram. Les groupes d'entraide locaux ont alors reçu une formation sur les divers aspects de la production : technologie, manufacture, emballage, commercialisation. Une fois le processus bien mis en route, les femmes ont commencé à vendre le produit dans les élevages du voisinage et à l'utiliser pour leur activité aquacole personnelle.

Que représente globalement ce type de production ? Avant tout, il est indispensable de trouver la bonne formule pour le produit, qui devra être un heureux mélange de protéines, de lipides et de glucides, plus vitamines et minéraux. Les protéines peuvent provenir de divers produits marins : poisson séché, déchets de poisson, acètes, déchets d'encornet, squille, tête de crevette, farines d'escargots, de clams, de crabes. On peut également utiliser des protéines végétales disponibles sur place : tourteau d'arachide et de sésame, de coton et de tournesol, de soja et de moutarde. Comme sources d'énergie, on peut utiliser brisures de riz, brisures de blé, maïs, tapioca, sorgho, mil... Comme sources de graisses, on utilisera des huiles de poisson ou des huiles végétales bon marché. Le son de blé ou de riz est aussi un ingrédient intéressant pour cette production fermière.

Tous les ingrédients bruts, solides et secs sont mesurés conformément à la formule établie, mis en tas sur une plateforme puis mélangés avec soin. Ils sont ensuite passés dans le concasseur de l'installation. La matière obtenue est alors réduite en poudre d'abord

B. SHANTHI



La production fermière et la vente d'aliments pour l'aquaculture par des groupes féminins d'entraide ouvrent des possibilités intéressantes en matière de revenus

grossière puis plus fine dans un broyeur à marteaux avant de passer à travers un tamis dans un mélangeur. On ajoute à ce stade divers additifs : liants, minéraux, vitamines. On mélange pendant cinq minutes puis on ajoute les éléments liquides : huile de poisson, lécithine, eau. Il faut entre dix et quinze minutes pour terminer le mélange.

Ce mélange subit ensuite une cuisson à la vapeur afin d'améliorer la digestibilité du produit et de détruire les agents pathogènes éventuels. Il passe ensuite dans un granulateur, et les granulés qui en sortent sont recueillis sur des plateaux et placés dans un séchoir à une température de 105° jusqu'à ce que le degré d'humidité descende en dessous de 12 %. Pendant le temps de séchage, on remue régulièrement les granulés pour obtenir un résultat uniforme. Pour finir, ils sont tamisés pour les débarrasser des débris, puis pesés, emballés et fermés dans des sacs doublés de polyéthylène qui reçoivent une étiquette : le produit est prêt pour la vente. On peut produire différents types de granulés (démarrage, croissance, finition) pour nourrir crevettes, poissons ou crabes.

Pour ce qui est de la rentabilité de la fabrication fermière de ces aliments, cela devrait bien se passer pour le producteur. Le coût d'une installation permettant de sortir 20 kg à l'heure est d'environ 400 000 roupies (7 273 dollars). Les frais de fabrication sont d'environ 30 roupies (0,55 dollar) le kg, et le produit peut se conserver pendant deux mois. Cette fabrication relativement facile, la marge bénéficiaire plutôt satisfaisante et les bonnes possibilités de vente via les réseaux communautaires font que les femmes qui se sont lancées dans cette activité avec une formation du CIBA sont en train d'assurer leur autonomie. Cela signifie qu'il y a sur ce créneau des possibilités d'emploi durable pour les femmes du littoral. ❏

Après la Convention des femmes de la pêche sur le droit à des moyens d'existence, organisée par le Forum des pêcheurs pakistanais (PFF) en juillet 2012, Mustafa Gurgaze (mustafagurgaze@pff.org.pk) du PFF a eu un entretien avec Tahira Ali Shah, Vice-président du PFF

Pourquoi cette conférence ? Quels résultats ?

Il s'agissait de traiter des droits humains fondamentaux des gens de la pêche, et particulièrement pour les femmes qui ont été aux premiers rangs de la lutte pour nos droits collectifs dans ce pays. Cela a été une parenthèse bienvenue pour elles et l'occasion de se rencontrer et de s'informer de leurs droits.

Quel est le rôle des femmes au Pakistan, notamment dans la pêche ?

Dans la pêche, elles ont toujours travaillé aux côtés des hommes. Il leur arrive même parfois de pêcher elles-mêmes et de vendre leur production au marché. Elles veulent participer dans tous les secteurs de la vie et développer leur propre identité. Mais dans notre société existe un extrémisme religieux qui a démarré sous le régime du général Zia et continue à influencer certaines de nos lois et pratiques (par exemple, concernant le viol et le crime d'honneur ou *karo kari*), ce qui est une atteinte aux droits fondamentaux des femmes. Dans les régions tribales, elles sont considérées comme des citoyens de seconde zone. Le gouvernement a récemment adopté divers textes protégeant les droits des femmes. Nous espérons qu'il y aura un avenir meilleur pour elles dans notre société et qu'elles profiteront bientôt de l'égalité des droits.

Quelles sont les difficultés des femmes de la pêche ?

Auparavant le poisson était abondant et accessible. Actuellement, à cause de la pollution industrielle et d'autres causes, la pêche n'est plus une activité rentable, en mer comme dans le delta de l'Indus. Et l'arrivée de communautés extérieures (Bengalis, Biharis, Pachtouns) dans le secteur de la pêche accentue encore le déclin de la ressource. Les femmes sont obligées de prendre un emploi dans les usines de transformation, où les conditions de travail sont dures, malsaines (particulièrement pour les femmes enceintes), où les salaires sont bas. Beaucoup de femmes cherchent à s'employer dans d'autres établissements, qui font de la confection notamment.

Comment sont-elles organisées ?

Le PFF est un mouvement social qui rassemble les communautés de pêche dans diverses unités. Certaines sont uniquement pour les hommes, d'autres pour les femmes, d'autres encore pour les deux à la fois. Dans certaines unités mixtes, les responsables sont parfois des femmes. Le PFF cherche à bien intégrer la problématique de genre ; et au cours des trois dernières années, le nombre d'adhérentes est passé de 22 % à 34 %.

Quels sont vos objectifs pour l'avenir ?

L'alphabétisation, la sensibilisation, l'égalité pour les femmes. Nous voulons que les femmes soient aux avant-postes de la lutte pour les droits humains et des moyens d'existence durables, pour arrêter le déclin de la ressource, la dégradation de l'environnement, la destruction du delta de l'Indus. Nous voulons une législation contre les *jirga* (assemblées des anciens de la tribu), la fin des lois injustes (*karo kari*) et de toute forme de violence à l'encontre des femmes. ❏

MAMA YEMAYA

... met la pression !



PRÉSENTATION

Shifting Undercurrents : les récolteuses d'algues du Golf de Mannar au Tamil Nadu

2012, 20 minutes, réalisé par Rita Banerji.
en anglais et tamoul

Sumana Narayanan
(icsf@icsf.net),
Associée de
programme, ICSF

Shifting Undercurrents (Courants contraires) est un documentaire de 20 minutes produit par l'ICSF pour raconter les tribulations d'une communauté de récolteuses d'algues indiennes, en lutte pour conserver leur accès à la ressource dans une aire marine protégée. Il a obtenu le second Prix lors du 9ème Festival Jeevika annuel (documentaires sur les moyens d'existence).

Le Parc national marin du Golfe de Mannar s'étend sur une superficie de 560 km² au large des côtes du Tamil Nadu en Inde et comprend 21 îles inhabitées. C'est le pays de quelque 5 000 femmes qui tirent leur subsistance des ressources naturelles du parc. Chaque matin elles vont en mer où elles passent jusqu'à quatre heures de temps à plonger en apnée pour prélever des algues. Avec un équipement minime, en mettant en œuvre leur savoir-faire habituel, elles cueillent à la main certaines espèces d'algues sauvages qui sont très demandées sur les marchés locaux.

Les femmes de cet endroit et leurs familles ont vécu de cette activité pendant des générations. Maintenant elles doivent se battre pour conserver cette source essentielle de revenus alors que toute une série de restrictions sont imposées par l'Administration dans le but apparent de gérer et conserver la nature. Le film tente de comprendre les divers aspects de ce conflit qui s'intensifie. Le parc a été créé en 1986 dans le cadre de la Loi relative à la protection de la vie sauvage (WLPA) de 1972, laquelle interdit l'extraction de

ressources dans les parcs nationaux. Depuis 2000, les récolteuses d'algues et les pêcheurs ont été particulièrement visés par les agents du Département des forêts chargés d'appliquer la législation. Alors que les ressources de cet environnement sont sérieusement menacées par d'autres facteurs (pollution d'origine industrielle, surpêche des bateaux motorisés, culture commerciale d'espèces d'algues exotiques...), les représentants de la loi ont essentiellement à l'œil les menues activités des communautés locales.

Or c'est le gouvernement qui, dans les années 1960, avait encouragé la collecte d'algues comme source de revenus, une activité qu'il a par la suite déclaré illicite. Quels sont les arguments mis en avant pour pénaliser ainsi cette activité, quelle est éventuellement leur part de vérité ? L'Administration reconnaît-elle les efforts d'autodiscipline des communautés de pêche ou fait-elle mine de les ignorer ? Quels autres moyens de subsistance sont-ils proposés aux personnes concernées, et que valent-ils ? Le documentaire explore toutes ces questions importantes et soulève d'autres aspects qui ont des implications politiques plus larges.

Convient-il d'avoir recours à un cadre essentiellement terrestre comme ce WLPA pour protéger un écosystème bien différent, c'est-à-dire le milieu marin ? Comment reconnaître et protéger les droits coutumiers des communautés de pêche ? Quel cadre juridique permettrait une participation effective de ces populations à la gouvernance du parc national ? Comment établir une meilleure coordination entre le Département des forêts et le Département des pêches ?

Les discussions à plusieurs facettes et la longue lutte que rapporte le film mettent bien en lumière les courants contraires qui agissent sur ces femmes déterminées à faire respecter leur droit d'accès à leur moyen d'existence. ❏



PUBLIÉ PAR
Chandrika Sharma pour
Collectif international d'appui
aux travailleurs de la pêche

27 College Road
Chennai 600 006, Inde
tél: (91) 44 2827 5303
fax: (91) 44 2825 4457
courriel: icsf@icsf.net
site Internet: www.icsf.net

PRÉPARÉ PAR
Nilanjana Biswas
TRADUCTION
Gildas Le Bihan
ILLUSTRATIONS DE
Sandesh
(sandeshcartoonist@gmail.com)
MISE EN PAGE
P. Sivasakthivel
IMPRIMÉ PAR
Nagaraj & Company Pvt. Ltd.,
Chennai

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur des questions qui concernent directement les femmes et les hommes du monde de la pêche, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des « tranches de vie » racontant les efforts de femmes et d'hommes qui militent pour une pêche durable et

pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi le nom de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.